

Le sommet franco-belge sur la sécurité

- Les deux gouvernements veulent renforcer leur collaboration en matière de lutte contre le terrorisme et le radicalisme.

- L'espace Schengen et l'Europe sont au cœur de leurs préoccupations.

- La rencontre de lundi cache aussi des enjeux en termes d'image.

Les deux pays veulent un échange des données biométriques des "foreign fighters"

La rencontre, lundi, avait toutes les apparences du sommet. Un lieu somptueux, le château de Val-Duchesse. Six ministres, dont deux chefs de gouvernement. Les plus hauts représentants de la sécurité intérieure belge et française (police et renseignements civils et militaires), ainsi que de la justice. Et un sujet central: la lutte contre le terrorisme et le radicalisme. De part et d'autre, il y avait manifestement la volonté commune de marquer les esprits. Tant sur la forme que sur le fond.

La forme, c'est le plan com', celui du Premier ministre belge Charles Michel (MR) et de son homologue français Manuel Valls, soucieux de montrer à leur opinion publique et à leurs partenaires européens, leur fermeté en matière de sécurité, quelques mois après les attentats de Paris. Le locataire du "16" a mis le paquet lundi pour redorer l'image de la Belgique – salie après que l'enquête a montré que les attentats du 13 novembre ont été préparés chez nous – en donnant des interviews à des médias français (lire ci-contre).

"Je ne parle jamais de failles parce que le risque zéro n'existe pas", a commenté M. Valls, soutenant de la sorte le gouvernement belge. "Nous faisons face à la même menace." Daech, Al Qaïda, des groupuscules islamistes en Afrique, a-t-il énuméré. "Nous sommes en guerre contre le terrorisme. Et pour mener cette guerre, nous devons être unis."

"L'essentiel, c'est le contenu"

Derrière la grand-messe de lundi, il y avait donc "une évidente démarche de communication envers la France et au-delà", comme le dit une source gouvernementale belge. Mais "l'essentiel", ajoute une autre, c'était bien "le contenu, les réponses opérationnelles que nous pouvons apporter". Et du fond, il y en a eu lors cette "réunion conjointe

France-Belgique". Outre les chefs de deux gouvernements, les ministres de l'Intérieur Jan Jambon (N-VA) et Bernard Cazeneuve, et les ministres de la Justice Koen Geens (CD&V) et Jean-Jacques Urvoas, ont fait le point sur plusieurs sujets.

1 Coopération policière et de renseignement. L'idée motrice est que les présumés terroristes fichés dans un pays européen soient clairement identifiés et connus partout en Europe. C'était justement l'une des faiblesses que l'enquête sur les attentats de Paris a mis à jour. Pour ce faire, "le plus important, selon M. Jambon, ce sera de prendre des initiatives pour forcer la mise en œuvre de certains dossiers au niveau européen". Les deux pays ont, par exemple, une volonté commune d'améliorer le Système d'information Schengen (SIS), qui contient toute une série de données sur des individus suspects d'actes criminels (pas uniquement terroristes).

"Schengen ne doit pas être qu'un espace de libre circulation, a dit Manuel Valls, il doit aussi être un espace de sécurité." Or, a expliqué M. Jambon, "certains pays hésitent encore à échanger les informations".

France et Belgique veulent même aller encore un pas plus loin à propos des Européens partis combattre en Syrie ou en Irak (les "foreign fighters"). Les deux Etats demandent à leur égard un échange de leurs données biométriques (comme les empreintes digitales) "pour éviter la falsification des papiers d'identité", indique le ministre belge de l'Intérieur.

2 Coopération judiciaire. Les deux Premiers ministres se sont montrés satisfaits de la collaboration entre les justices belge et française après les attentats de Paris. Mais "nous voulons faire encore mieux", a dit M. Michel. Son homologue français a ainsi annoncé "le détachement" d'un magistrat de liaison en Belgique. Les deux Etats entendent aussi plaider au niveau européen pour une harmonisation aussi poussée que possible des règles de droits en matière de lutte contre le terrorisme, entre autres en ce qui concerne la coopération avec les principaux fournisseurs de service téléphonique et Internet.

3 Lutte contre la radicalisation. Les deux pays sont très fortement touchés par le phénomène des "foreign fighters". A nouveau, "le dialogue" avec les grands opérateurs d'Internet sera important. Plus globalement, Belgique et France vont tenter de développer ensemble des stratégies de lutte contre le radicalisme.

4 Concertation au niveau européen. Les deux Etats veulent accélérer l'entrée en vigueur du "PNR européen" (base de données sur les personnes voyageant en avion). Et ils vont réclamer un contrôle d'identité systématique aux frontières de l'espace Schengen, y compris des ressortissants européens.

Manuel Valls a réclamé "un pacte européen de sécurité". Belgique et France entendent montrer la voie.

Le Premier ministre français Manuel Valls a réclamé un "pacte européen de sécurité". Belgique et France entendent montrer la voie.

Antoine Clevers

“Schengen ne doit pas être qu’un espace de libre circulation. Il doit aussi être un espace de sécurité.”

MANUEL VALLS
Premier ministre français.

Épinglé

Un barnum médiatique

Château de Val-Duchesse.

Evidemment, lorsque le Premier ministre français se déplace à Bruxelles pour un sommet sur l’antiterrorisme, ça ne passe pas inaperçu. Les accréditations obligatoires, les contrôles attentifs par les services de sécurité n’ont pas découragé : plus de 160 journalistes s’étaient inscrits (tous ne sont pas venus) afin de pouvoir rentrer à Val-Duchesse, lieu de la rencontre Michel-Valls. La salle de presse était toutefois trop petite pour accueillir tous les médias belges et internationaux : seuls 59 professionnels de l’information étaient admis dans la pièce...

La lutte antiterroriste, c’est aussi une histoire de com’

Analyse Frédéric Chardon

Fallait-il vraiment organiser un sommet aussi médiatisé à Bruxelles pour renforcer la coopération antiterroriste entre la Belgique et la France ? Sur le plan purement opérationnel, ce n’était pas obligatoire. Mais la politique ne se résume pas à de lourds dossiers examinés lors de réunions tendues, c’est aussi – et de plus en plus – une question d’image, de message que l’on transmet aux citoyens. Et l’on sait que Charles Michel et ses plus proches communicants maîtrisent plutôt bien cet art très contemporain.

En convoquant ce mini-sommet France-Belgique à Val-Duchesse, le Premier ministre MR va influencer positivement son image et celle de son gouvernement pour plusieurs raisons. Des raisons qui ne sont pas toutes liées aux enjeux internationaux de la coordination antiterroriste : certaines relèvent de préoccupations très belgo-belges.

1 Donner une image unie du gouvernement. A force de l’écrire, cela pourrait lasser. Mais, comme l’actualité de ces derniers jours l’a encore démontré, l’ambiance entre les partis flamands de la majorité fédérale est froide. Et plus la campagne pour les élections communales de 2018 s’approche, plus elle deviendra glaciale. Les déclarations du week-end dernier du ministre des Finances, Johan Van

Overtveldt (N-VA), qui veut de nouvelles baisses d’impôts pour les entreprises – alors que l’accord de gouvernement ne les prévoit pas – ont déjà reçu une fin de non-recevoir de la part du partenaire CD&V. Le conclave budgétaire 2016 s’annonce explosif et c’est sans doute Charles Michel qui devra, comme d’habitude, recoller les morceaux entre les formations flamandes.

Mais, donc, en matière de sécurité, c’est bien différent. Le climat actuel à la suite des attentats parisiens a rendu inaudible toute contestation de la politique sécuritaire. Au sein de la “Suédoise”, c’est le consensus obligatoire sur cette question. Alors, le Premier ministre n’allait pas se priver de recréer une unité, au moins de façade, entre les deux frères ennemis de son gouvernement : les nationalistes et les démocrates-chrétiens flamands. Flanqué de Jan Jambon, ministre de l’Intérieur N-VA, et de Koen Geens, ministre de la Justice CD&V (histoire de ne vexer personne...), Charles Michel redonne un peu d’harmonie à son exécutif.

2 Redorer l’image de la Belgique en France. Les défaillances supposées de l’Etat belge dans la lutte contre le péril djihadiste, le “Belgium Bashing” ambiant, ont rendu obligatoire une petite mise au point. Dans une interview accordée au “Monde” et sur les ondes d’Europe 1, le chef du gouvernement fédéral a tenté, avant le sommet, d’expliquer à nos voisins que la Belgique

n’était pas ce “trou à rats” (Copyright : Donald Trump), truffé de terroristes en liberté. “La détermination belge est très grande pour lutter contre le terrorisme”, a par exemple affirmé Charles Michel sur Europe 1, tout en regrettant “les caricatures qui ont été exprimées contre la Belgique”, notamment au sujet de Molenbeek. En prenant l’initiative d’une rencontre pour lutter contre le terrorisme, le locataire du 16 rue de la Loi devance une invitation qui aurait été singulièrement embarrassante sur le plan de l’image. Il n’était en effet pas possible politiquement pour Charles Michel d’être “convoqué” à Matignon dans ce dossier. C’eût été la reconnaissance d’une culpabilité belge dans la lutte sécuritaire actuelle.

3 Redorer l’image de la Belgique à l’international. Derrière le mini-sommet bruxellois avec Manuel Valls, se cache enfin un plan de communication bien coordonné et nettement plus large. Il s’agit ici de l’une des cartes que Charles Michel a abattues pour redorer le prestige international de la Belgique, un pays à l’économie particulièrement dépendante des exportations. Les autres pièces du puzzle : la mission confiée récemment par le Premier ministre aux ambassadeurs belges afin de raffermir l’image du pays là où ils sont en poste ou encore la tournée internationale que prépare le gouvernement fédéral pour “vendre” l’attractivité de la fiscalité belge dopée par le tax shift.

4

TERRORISTES SUR 9

C’est le nombre de djihadistes d’origine belge impliqués dans les attentats du 13 novembre à Paris. La Belgique a été pointée du doigt notamment en raison de cette “proportion”.